

Enseignement scolaire: l'Assemblée vote un budget en hausse mais avec des suppressions de postes

Paris, 13 nov. 2018 (AFP) -

L'Assemblée nationale a voté mardi en première lecture le budget de la mission "enseignement scolaire" en légère augmentation mais dénoncé par la gauche pour des suppressions de postes dans le secondaire.

Cette mission qui rassemble l'ensemble des crédits dédiés à l'enseignement public et privé, y compris ceux de l'enseignement agricole relevant du ministère de l'Agriculture, bénéficie d'un budget de 52,3 milliards d'euros (+ 800 millions).

La part du ministère de l'Éducation sur cette mission s'élève à 51,1 milliards (+ 1,6%), selon le chiffre du ministère.

"L'objectif de ce budget est clair: l'élévation général du niveau scolaire dans notre pays et la justice sociale", a expliqué le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer.

Avec ce budget "nous pouvons continuer la transformation profonde du système éducatif avec la priorité à l'école primaire, c'est-à-dire la maîtrise des savoirs fondamentaux, lire écrire compter et respecter autrui", a-t-il ajouté soulignant "la création de 2.325 postes dans le primaire"

"Cela signifie que le nombre d'élèves par classe va diminuer dans le primaire (...) que l'école rurale sera consolidée. Cela va permettre (...) le dédoublement des classes de CP et CE1 en REP et en REP+. Ce seront 300.000 élèves qui bénéficieront de cette mesure", a détaillé le ministre.

Pour le secondaire, le ministre a évoqué "un volume d'enseignement maintenu en 2019": "Il y a 2.650 moyens (postes, ndlr) en moins mais ils seront compensés par une augmentation du volume des heures supplémentaires", a-t-il expliqué.

De très nombreux enseignants se sont mis en grève et ont manifesté lundi partout en France pour protester contre cette baisse d'effectifs, également critiqué par la gauche à l'Assemblée.

"Vous annoncez la suppression de 3.500 postes en 2019, dans le second degré, les postes administratifs et dans l'enseignement privé sous contrat, qui se traduiront par une dégradation des conditions de travail", a dénoncé Régis Juanico (app-PS) pour qui "le second degré paye pour le premier".

Le PS a déposé un amendement réclamant l'annulation de la suppression des 2.650 postes du secondaire qui a été rejeté.

"Vous annoncez des suppressions de postes alors même que les effectifs d'élèves atteignent des taux record", a abondé Elsa Faucillon (PCF), accusant le ministre "d'aggraver la précarité en multipliant les heures supplémentaires". "La charge de travail des enseignants ne pourra pas éternellement augmenter", a-t-elle dit.

"Hier vous avez réussi à rassembler contre vous sept syndicats de l'Éducation, une première depuis 2011", a lancé au ministre Murielle Ressiguier (LFI) en l'accusant de vouloir "détricotier l'école de la République".

"Vous développez une philosophie de l'Éducation compétitive et libérale avec en ligne de mire l'employabilité pour former non-pas des citoyens émancipés mais des salariés destinés à servir votre start-up nation", a-t-elle ajouté.

A l'opposé, Frédéric Reiss (LR), satisfait par la hausse du budget et la priorité au primaire, a regretté que l'accent n'ait pas été mis sur le développement des parcours mixtes et de l'apprentissage. "Développer la voie professionnelle et l'alternance pour créer de vraie filière d'excellence est indispensable", a-t-il dit.

pr/or

Afp le 13 nov. 18 à 23 53.